

Banque Mondiale (page 3)

# On ne prête qu'aux crédibles



Dans sa visite au Burundi au cours du mi-avril 2025, Albert G. Zeufack, directeur des opérations dans 4 pays africains au sein de la Banque Mondiale, à savoir : Le Burundi, l'Angola, la RDC, et Sao Tomé Principe a accordé une interview à Burundi Eco sur la collaboration entre son institution et le pays.

SOCIÉTÉ

TIC

PUBLIREPORTAGE



Buterere

Buterere : Quand l'école laisse place à la décharge publique (page 2)



Digitalisation

La digitalisation des services publics, un besoin urgent (page 4)



PACEJ

PACEJ transforme l'avenir des jeunes et des femmes à travers... (page 6)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

## Editorial Sans transparence, pas de confiance



Méléance Maniragaba,  
Rédacteur en chef adjoint

Mondiale pour quatre pays africains, à savoir : la République Démocratique du Congo (RDC), l'Angola, le Burundi et São Tomé-et-Príncipe, en visite au Burundi à la mi-avril 2025, est revenu à plusieurs reprises sur un mot-clé : transparence. « Sans transparence, il ne peut pas y avoir de confiance », a-t-il affirmé.

Selon lui, la transparence est essentielle à la mise en œuvre des visions claires formulées par le gouvernement pour conduire le pays vers un développement durable. Il rappelle d'ailleurs : « La transparence des données est fondamentale. »

Cependant, cette exigence est difficile à concrétiser. Même au plus haut sommet de l'Etat, on reconnaît

que la digitalisation est un levier incontournable pour instaurer la transparence. Malheureusement, la mise en œuvre de cette transformation numérique souffre d'un manque de coordination et de lacunes législatives.

Aujourd'hui, l'accès aux infrastructures numériques reste coûteux, entre autres, les ordinateurs, les smartphones et les équipements divers. Les vendeurs se plaignent de surtaxation, et la qualité de la connexion Internet demeure un obstacle majeur. Même les efforts déployés peuvent être compromis par la résistance de certains responsables qui se complaisent volontairement dans l'opacité pour conserver leur pouvoir.

Ces pratiques alimentent une culture de corruption où les citoyens doivent souvent faire la queue devant les bureaux pour demander un service... qu'ils n'obtiennent qu'en échange de pots-de-vin.

Pourtant, certains leaders engagés pour plus de transparence dans la gestion publique continuent à se battre pour instaurer une culture de redevabilité. Dans certains bureaux administratifs, des numéros sont affichés pour signaler les abus. Il reste à savoir si les dénonciations aboutissent réellement.

D'autre part, plusieurs ministères disposent de comptes Twitter pour diffuser leurs communications, mais les communiqués de presse restent rares. Les sites web institutionnels existants sont souvent incomplets

et il est difficile d'y trouver des informations fiables, des rapports, ou des données statistiques. Des rumeurs évoquent même une volonté d'éviter les publications chiffrées pour ne pas susciter des critiques ou des interprétations « malveillantes ».

Et pourtant, la transparence reste un atout majeur, non seulement pour la gestion des affaires internes, mais aussi dans les relations avec les autres pays et les bailleurs internationaux. Même si elle dérange dans des contextes où le flou et l'opacité dominant, la transparence n'est pas une option : c'est une exigence vitale pour le développement du pays.

Dans une interview accordée au journal Burundi Eco, Albert G. Zeufack, directeur des opérations de la Banque

## SOCIÉTÉ

# Buterere : Quand l'école laisse place à la décharge publique

A la décharge de Buterere, les enfants de tout âge passent leurs journées à fouiller différents objets dans les déchets. La plupart des objets qu'ils collectent sont destinés à la vente tandis que d'autres le sont pour usage familial. Certains viennent en solo tandis que d'autres sont accompagnés par leurs parents. Cette situation n'est pas sans conséquences néfastes sur la santé de ces enfants. Pour y remédier, la FENAB propose que les efforts soient coordonnés entre les parents, les autorités et la communauté dans son ensemble.



Des enfants de tout âge passent leurs journées à fouiller dans les déchets ménagers des objets à revendre.

Si les autres enfants de son âge sont aujourd'hui à l'école, Emmanuel Irishura, 13 ans, lui passe la plupart de ses journées à la décharge de Buterere. Il a abandonné l'école lorsqu'il était en première année primaire. Cet orphelin de père a été victime de la pauvreté qui assaille sa famille et sa maman ne pouvait pas lui acheter le matériel scolaire nécessaire pour continuer les études.

Des lors, il passe tout son temps à fouiller des objets qu'il peut vendre pour se faire un peu d'argent dans les immondices. Comme il le raconte, il est aîné de sa famille et tous les jours, il doit se lever très tôt pour maximiser les revenus. De l'argent qu'il gagne dans ce travail, Irishura donne une partie à sa maman pour chercher de quoi nourrir sa famille.

Don Divin Iteriteka est l'un de ses amis. Agé de 13 ans, il raconte

qu'il ne se souvient plus à quelle époque il a commencé à venir fouiller les objets dans ces déchets, mais tout ce dont il se souvient est qu'il était vraiment très petit. Il accompagnait avec ses grands frères. Il a commencé les études, mais puisqu'il ne pouvait plus avoir le temps de collecter ces objets, il a dû arrêter les études. Il a déjà acquis une spécialité. Il ne collecte que des sachets et il a quelqu'un à qui il les revend. De cette vente, il témoigne qu'il gagne entre 5000 FBu et 10 000 FBu par jour.

Aline Ngendakumana est une maman que nous avons rencontré à la décharge publique de Buterere. Nous lui avons demandé pourquoi elles tiennent beaucoup à emmener leurs enfants à la décharge. Ce à quoi elle a répondu que c'est pour leur inculquer tôt ce métier. « Quand que tu viens avec lui, il apprend à fouiller lui aussi. Tu ne fais que lui montrer les objets à collecter, ceux qui sont vendables », dit-elle.

### Exposées à tous les maux

Cette situation n'est pas sans conséquences néfastes tant sur la santé de ces enfants que sur le plan

social. Dr François Ndikumwenayo, est un médecin pneumo-pédiatre. Pour lui, les enfants qui passent beaucoup de temps près de cette décharge publique sont exposés à de graves risques sanitaires et sociaux. Cet environnement pollué favorise la contraction de maladies comme la parasitose digestive, le paludisme et les infections dues à un système immunitaire affaibli. La dénutrition chronique est également fréquente, car ces enfants vivent souvent dans la précarité et n'ont pas accès à une alimentation équilibrée.

Irishura confirme cette réalité. Il explique qu'il tombe souvent malade et souffre fréquemment de paludisme, de maux de tête et de vomissements. Lorsque cela arrive, sa mère lui achète des médicaments à la pharmacie.

Selon la FENADEB, tous les enfants en âge scolaire devraient être à l'école. Cependant, leur présence prolongée dans ces lieux les prive de la jouissance de leurs droits fondamentaux, notamment ceux liés à la protection, à l'éducation, à la santé et à l'épanouissement, tels que définis par les instruments nationaux et internationaux relatifs

aux droits de l'enfant auxquels le Burundi a adhéré.

Ces défenseurs des droits de l'enfant trouvent que ce phénomène est dû à plusieurs facteurs interconnectés entre autres la pauvreté des familles, les conflits familiaux, le faible encadrement des enfants et l'implication insuffisante des autorités dans leur prise en charge.

Pour y remédier, la FENAB propose que les efforts soient coordonnés entre les parents, les autorités

et la communauté dans son ensemble. La sensibilisation aux droits de l'enfant et à l'importance de la scolarisation ainsi que le renforcement des capacités des familles et le développement de projets économiques adaptés, permettraient de créer un environnement propice à l'épanouissement des enfants.

Florence Inyabuntu

**BurundiEco**  
Media - Part - Station

Rohero I, Avenue de la Révolution, n°8  
Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi

Directeur de publication et  
Rédacteur en chef :  
Benjamin Kuriyo

Rédacteur en chef adjoint :  
Méléance Maniragaba

Service commercial :  
+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 18 Avril 2025		
	Marché officiel	
Monnaies étrangères	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2908	2955
Euro	3307	3360
Shi. Kenyan	22,4275	22,7892
Shi. Tanzanien	1,0824	1,0998
Shi. Ougandais	0,7937	0,8065
Fr Rwandais	2,0631	2,0964

Sources : BRB/www.brb.bi

# Cinq questions à Albert G. Zeufack

Dans sa visite au Burundi au cours du mi-avril 2025, Albert G. Zeufack, directeur des opérations dans 4 pays africains au sein de la Banque Mondiale, à savoir : Le Burundi, l'Angola, la RDC, et Sao Tomé Principe a accordé une interview à Burundi Eco sur la collaboration entre son institution et le pays. Il parle de la manière de gérer les projets, comment faire face à la pénurie du carburant et des devises, de gestion de la dette publique, de l'appui budgétaire...

**1. Comment évaluez-vous la collaboration actuelle entre la Banque Mondiale et l'administration burundaise dans la mise en œuvre des projets financés par votre institution ? Quels sont, selon vous, les principaux défis rencontrés et quelles perspectives envisagez-vous pour renforcer cette coopération à l'avenir ?**

**R :** Albert G. Zeufack, Directeur des Opérations.

Nous avons une très bonne collaboration avec le Gouvernement du Burundi et en sommes très heureux. La vocation de la Banque Mondiale est d'éradiquer la pauvreté sur une planète vivable. Cet objectif s'aligne parfaitement avec les priorités du gouvernement du Burundi telles que définies dans le Plan National de Développement. Nous partageons ainsi une vision stratégique commune avec le gouvernement.

Cependant, cette collaboration s'inscrit dans le temps. Il y a trois ans, par exemple, nous faisons face à d'importantes difficultés au niveau du portefeuille des projets, notamment au sein des unités de gestion. Depuis lors, des efforts considérables ont été déployés, entraînant des progrès notables. L'année dernière, le taux de décaissement du portefeuille du pays figurait parmi les plus élevés de la région Afrique. Ce qui constitue une réelle source de satisfaction. Cela témoigne le travail acharné et l'engagement fort du gouvernement burundais qui assure la mise en œuvre des projets avec l'appui de la Banque Mondiale.

Il convient également de souligner l'existence des groupes de travail sectoriels mis en place avec le gouvernement. Ces groupes se réunissent régulièrement pour discuter avec les spécialistes de la Banque des principaux obstacles identifiés dans le portefeuille des projets. Ils formulent des recommandations concrètes afin d'accélérer leur mise en œuvre. Nous avons aussi instauré une revue à mi-parcours, un outil essentiel pour identifier les problèmes et rechercher ensemble des solutions adaptées.

Néanmoins, la situation macroéconomique actuelle du pays constitue un défi de taille. Trouver des solutions à des problématiques complexes telles que la réforme du taux de change, l'augmentation persistante de l'inflation, la stabilité de la gestion financière, la politique budgétaire, le déficit ou encore la dette publique, demeure particulièrement difficile. Malgré cela, nous poursuivons notre travail avec le gouvernement afin de parvenir à des solutions durables.

Il y a trois ans, l'une des principales difficultés freinant l'exécution rapide des projets résidait dans le

manque de compétences dans des domaines transversaux de gestion des projets tels que la passation des marchés ou encore les sauvegardes sociales et environnementales. Ce qui entraînait des retards significatifs. Nous avons constaté un manque de personnel bien formé dans ces domaines. Aujourd'hui, en partenariat avec le gouvernement, nous avons lancé une initiative ambitieuse visant à former massivement des Burundais à ces nouveaux métiers. Cette collaboration permettra, dans un avenir très proche, de former des centaines de professionnels, contribuant ainsi à accélérer la mise en œuvre des projets financés par la Banque Mondiale ou par le pays même.

manière concomitante, cinq types de réformes.

Premièrement, il faut s'attaquer clairement à la réforme du régime de change, afin de réduire l'écart entre le taux officiel et le taux du marché parallèle. Il est indispensable de prendre des mesures précises pour réduire cet écart, car il constitue une distorsion qui profite à certains agents économiques ou à des individus qui ne participent pas à l'activité productive. Plus cet écart est important, plus il devient facile d'acheter des devises, notamment des dollars, pour les revendre au marché parallèle et en tirer un profit, plutôt que d'investir dans l'économie réelle. C'est pourquoi il est essentiel de prendre des

stabilisation durable du cadre macroéconomique.

Quatrièmement, il faut agir du côté de l'offre, en augmentant les exportations du pays. Sans exportations, il est impossible de générer des devises. A défaut, on se contente de gérer le peu de devises disponibles, alors qu'il serait plus judicieux d'élargir la base en stimulant les exportations. Le secteur minier, en particulier, offre une opportunité majeure d'augmenter durablement les exportations du Burundi. Des efforts sont à fournir dans ce domaine, et nous savons que le gouvernement est déjà à pied d'œuvre.

Enfin, cinquièmement, il est

pour financer leur développement... Le problème n'est pas le niveau d'endettement en soi, mais plutôt la qualité de cet endettement, c'est-à-dire l'usage qui est fait de la dette

Cela signifie que l'endettement doit servir à l'investissement et non à la consommation. Les investissements réalisés grâce à la dette doivent être choisis de manière absolument rationnelle et objective dans une perspective de développement durable du pays. Ils doivent être guidés par des choix politiques clairs et fondés sur leur capacité à accroître non seulement le Produit Intérieur Brut (PIB), mais aussi à générer des emplois et à réduire la pauvreté.

S'endetter pour construire des infrastructures, créer un environnement propice au développement du secteur privé, établir des partenariats public-privé ou soutenir la création d'emplois peut avoir un impact positif et durable. En revanche, s'endetter pour financer des dépenses courantes constitue un véritable problème.

C'est pourquoi la question essentielle n'est pas tant le taux d'endettement que la qualité de la dette et l'usage qui en est fait. Cela dit, si le ratio d'endettement approche ou dépasse 70 % du PIB, cela devient un signal d'alerte. A ce stade, il est légitime de s'interroger sur la soutenabilité de la dette.

La soutenabilité de la dette est primordiale : elle signifie que le pays est en mesure d'en assurer le service, c'est-à-dire de rembourser le principal et les intérêts, sans compromettre ses finances futures.

Un autre aspect de la qualité de la dette concerne les conditions d'emprunt. La dette est-elle concessionnelle ou non ? A quel taux d'intérêt le pays s'endette-t-il ? Il existe des dettes dites « usuraires », dont les conditions sont si défavorables qu'il devient difficile, voire impossible, de les rembourser sans que cela pèse lourdement sur les finances publiques. Dans ce cas, une grande partie des recettes fiscales est absorbée par le service de la dette, au détriment des dépenses sociales ou productives.

Il est donc crucial de rester vigilant sur les termes de l'endettement. Un pays comme le Burundi devrait éviter autant que possible de contracter des emprunts non concessionnels, c'est-à-dire sans conditions préférentielles, notamment en ce qui concerne les taux d'intérêt.

En ce qui concerne la Banque Mondiale (BM), elle ne contribue pas au problème de la dette car l'enveloppe dédiée au Burundi est constituée à 100 % de dons. Lorsqu'un pays négocie des emprunts, le gouvernement doit s'assurer que ces prêts sont non seulement concessionnels, mais qu'ils sont également destinés à financer des investissements capables, à terme, de générer les ressources nécessaires au remboursement de la dette.

La bonne gestion de la dette publique repose sur au moins quatre éléments essentiels.

Premièrement, une meilleure gestion des dépenses publiques afin d'améliorer l'efficacité de l'investissement. Il est nécessaire de mieux cibler les investissements, de les évaluer rigoureusement en amont, puis d'assurer un suivi-évaluation systématique.



Albert G. Zeufack, directeur des opérations à la Banque Mondiale pour la République Démocratique du Congo, l'Angola, le Burundi, le Sao Tomé et Principe.

**2. Face aux défis économiques actuels tels que la pénurie de carburant et la rareté des devises, quelles stratégies la Banque Mondiale recommande-t-elle pour atténuer ces déséquilibres ? Quelle est la nature de son appui pour aider le Burundi à inverser cette tendance ?**

**R :** La Banque Mondiale (BM) est là pour accompagner le gouvernement. Elle n'impose rien à aucun pays. Elle a pour mission d'apporter un soutien technique et financier à la mise en œuvre des programmes et projets du gouvernement. La BM n'a pas vocation de se substituer aux gouvernements : elle se limite à un rôle de conseil.

En ce qui concerne la réforme du régime de change, la rareté des devises et l'inflation, bref, tous ces problèmes macroéconomiques, ce sont des questions complexes, qui ne sont pas propres au Burundi. De nombreux pays africains sont confrontés aux mêmes difficultés. Pour sortir de cette crise, il est nécessaire de mettre en œuvre, de

mesures concrètes pour corriger cette situation. A ce titre, la Banque centrale dispose de tout un arsenal d'instruments pour y parvenir.

Deuxièmement, un ensemble de réformes fiscales et budgétaires doit être mis en œuvre en parallèle. Il s'agit de veiller à ce que les recettes publiques soient mobilisées et dépensées de manière rigoureuse, afin d'éviter la création des déficits. En effet, si les problèmes de change sont réglés, mais qu'on continue à générer d'importants déficits publics, cela aura toujours un impact négatif sur le taux de change. Le financement monétaire de ces déficits risque d'aggraver l'inflation et de déstabiliser la monnaie. Une bonne gestion des finances publiques est donc essentielle.

Troisièmement, la réforme doit concerner la politique monétaire. Il est inutile d'unifier les taux de change si, dans le même temps, on continue à recourir à la planche à billets, c'est-à-dire à l'émission excessive de monnaie. Une telle pratique empêche toute

fondamental d'améliorer la gouvernance. Cela passe par une transparence accrue dans la gestion des finances publiques, des marchés publics et du secteur minier, entre autres. La réussite des réformes macroéconomiques en dépend largement. Le numérique, en tant qu'outil puissant de bonne gouvernance, peut être un levier déterminant. La BM partage cette vision : elle appuie déjà le gouvernement et finance le projet numérique, sans oublier l'importance du renforcement des capacités institutionnelles en matière de gestion financière, de passation des marchés et de sélection des investissements.

**3. La dette publique du Burundi connaît une hausse importante depuis 2015. Quelles en sont, selon la Banque Mondiale, les conséquences à moyen et long terme, notamment pour les générations futures ? Quelles pistes de solution ou orientations pourraient être envisagées pour contenir cette dynamique ?**

**R :** De nombreux pays s'endettent

Deuxièmement, il faut accroître la mobilisation des ressources domestiques, c'est-à-dire renforcer la capacité du pays à se financer par ses propres moyens, plutôt que de dépendre de la dette extérieure, souvent plus coûteuse. L'Office Burundais des Recettes (OBR) joue déjà un rôle important à cet égard. Il est essentiel de mobiliser les recettes fiscales pour financer son propre développement. Dans un contexte où l'aide au développement tend à diminuer, les gouvernements doivent davantage compter sur leurs propres ressources pour prendre en charge les services essentiels, tels que l'éducation et la santé. Cette situation représente une opportunité pour l'Afrique : celle de se responsabiliser davantage et de cesser de dépendre systématiquement des autres.

Troisièmement, les partenariats public-privé (PPP) constituent un levier important, notamment dans le domaine des infrastructures. L'Etat n'est plus obligé de financer intégralement ces projets sur son propre budget. Il peut plutôt offrir des garanties au secteur privé pour l'inciter à investir. Toutefois, cela nécessite de négocier des contrats de PPP de qualité. Mal négociés, ces contrats peuvent devenir un fardeau pour le pays. C'est pourquoi il est crucial de disposer de toute l'expertise nécessaire lors des

négociations. Dans ce domaine, il n'y a pas d'amis, il n'y a que des intérêts.

Enfin, la transparence des données est fondamentale. Sur les marchés de la dette, il suffit que les investisseurs perçoivent un manque de transparence pour que le risque pays augmente. Ce qui renchérit le coût de l'endettement. A la Banque Mondiale, nos recherches ont montré que plus les pays publient leurs données de manière transparente, plus le coût de leur dette diminue. A l'inverse, un pays qui ne communique pas ses données financières se pénalise lui-même.

#### 4. La Banque Mondiale envisage-t-elle d'apporter un appui budgétaire direct au Burundi dans un avenir proche ? Si oui, à quel horizon pourrait-on raisonnablement s'attendre à ce soutien, et sous quelles conditions ?

**R :** L'appui budgétaire est l'un des outils utilisés par la Banque Mondiale. Il s'agit d'un soutien financier direct accordé au budget de l'Etat. En parallèle, nous suivons également avec le gouvernement les projets d'investissement financés et mis en œuvre par celui-ci.

Cependant, l'appui budgétaire

comporte des restrictions importantes. Etant donné qu'il s'agit de ressources versées directement au budget national, et que ces ressources sont fongibles, nous nous accordons avec le gouvernement pour que certaines réformes soient mises en œuvre avant tout décaissement.

L'une des conditions les plus importantes est que le cadre macroéconomique soit adéquat et stable. En effet, sans stabilité macroéconomique, l'appui budgétaire risque de ne pas atteindre ses objectifs.

Il y a deux ans, nous avons entamé des discussions avec le gouvernement. Depuis, d'importants progrès ont été réalisés. Nous pensons que la plupart des réformes nécessaires sont en cours de finalisation. Dès que le cadre macroéconomique sera jugé satisfaisant, nous pourrions envisager de reprendre les discussions sur l'appui budgétaire.

Nous travaillons en étroite collaboration avec le gouvernement afin de garantir la mise en œuvre de sa vision et de son programme de développement. Notre présence est constante, et le portefeuille de la Banque Mondiale pour le pays a considérablement augmenté, passant d'environ 200 millions USD il y a dix ans à 1,9 milliard USD

aujourd'hui. Ce chiffre représente la taille totale des engagements.

Nous devons désormais accélérer la mise en œuvre des projets afin que ces engagements se traduisent concrètement en investissements. Cela signifie que les conditions de décaissement doivent être mises en place rapidement pour permettre les investissements nécessaires.

L'objectif est que les populations burundaises ressentent les effets de ces investissements dans leur vie quotidienne, notamment en matière d'accès à l'électricité, à l'éducation, à la santé, à la nutrition, aux infrastructures, à la prévention des catastrophes naturelles et à la protection des populations vulnérables, par exemple à travers des projets de transferts sociaux comme Merankabandi.

#### 5. Dans une perspective de développement durable et de renforcement de la crédibilité du pays auprès des partenaires techniques et financiers, quels conseils clés la Banque Mondiale pourrait-elle formuler à l'intention des décideurs burundais ?

**R :** Lorsqu'il s'agit de la crédibilité, nous la définissons de manière simple : faites-vous ce que vous avez dit que vous alliez faire ? Cela suppose d'abord que les intentions soient clairement exprimées.

Dans le cas du Burundi, les choses sont claires. Il existe un Plan National de Développement, une vision « Burundi émergent en 2040, et développé en 2060 ». Le PND identifie 18 priorités. Il ne reste plus qu'à les mettre en œuvre.

La vraie question est donc : comment s'organise-t-on pour concrétiser cette vision ? C'est cela, la crédibilité.

Nous travaillons aux côtés du gouvernement pour nous assurer que là où notre appui est nécessaire, nous sommes présents pour accompagner les efforts du gouvernement.

Le Burundi traverse une période difficile comme beaucoup d'autres pays en Afrique. Mais la Banque Mondiale reste un partenaire fiable, prêt à aider. Si nous unissons nos efforts pour mettre en œuvre cette vision claire, alors le Burundi a toutes les capacités pour se développer.

Propos recueillis par Mélance Maniragaba

TIC

## La digitalisation des services publics, un besoin urgent

Les demandeurs de services publics continuent à subir les conséquences de l'absence de digitalisation au Burundi. Pourtant, cette transformation permettrait de réduire les coûts administratifs, d'améliorer l'efficacité des services publics et de simplifier les démarches pour les citoyens. En outre, elle renforcerait la transparence et limiterait les fraudes, contribuant ainsi au développement économique du pays.

L'absence de digitalisation des services publics représente un coût énorme pour le Burundi. Les demandeurs des services publics continuent à en subir les conséquences. Un exemple récent est celui du média Yaga Burundi, temporairement suspendu le 27 mars 2025 par le Conseil National de la Communication (CNC). La raison invoquée était que le ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique n'avait pas pu trouver dans ses archives les documents attestant la légalité de l'AJEBUDI, propriétaire de ce journal. Il a fallu plus de deux semaines de patience et de courage pour localiser ces documents et permettre à Yaga Burundi de reprendre ses activités.

Si ce cas a été médiatisé, des milliers d'autres passent inaperçus et probablement d'autres restent à venir. Malgré toutes les pertes enregistrées, ces documents ont été retrouvés, heureusement d'ailleurs. Mais qu'est-ce qui aurait été passé si c'était un citoyen lambda, ignorant les procédures administratives ? Combien de ressources ont déjà été perdues à cause de cette situation ? Combien faudra-t-il perdre encore avant que la digitalisation ne devienne une priorité absolue ?

A part la population qui en pâtit, l'Etat burundais subit également



La digitalisation de tous les services publics est un impératif pour accélérer la croissance économique.

de lourdes pertes à cause du manque de digitalisation. Le cas des fonctionnaires fictifs qui coûtent des milliards de francs burundais au pays en est un exemple frappant. Sans parler d'autres cas de magouilles et de fraudes, des taxes qui échappent au contrôle de l'Etat alors qu'elles pourraient être considérablement réduites grâce à une administration numérique transparente et efficace.

### Une lueur d'espoir ?

Le gouvernement burundais exécute le Projet d'Appui aux Fondations de l'Economie Numérique (PAFEN). Ce projet a été financé par la Banque Mondiale à hauteur de 92 millions USD. En juillet 2024, lors de la présentation des résultats du diagnostic de l'écosystème d'identification au Burundi, les cadres du ministère de l'Intérieur

ont annoncé la mise en place du projet ID for D (Identité pour le Développement), un projet visant à numériser l'état civil et les services publics en général.

Selon eux, ce projet inclut un système d'interopérabilité entre les services publics, parapublics et privés. Dès la naissance, les empreintes, noms et autres informations seront enregistrés électroniquement et

chaque individu se verra attribuer un numéro d'identification unique, valable à vie et utilisable au sein des pays de la sous-région.

La digitalisation touchera également le paiement des taxes, des amendes et impôts via le modèle électronique e-payment, réduisant la corruption et la manipulation des fonds publics. Les services judiciaires disposeront d'outils avancés pour identifier les personnes, traquer les fuyitifs et assurer un suivi efficace auprès des services de police et d'immigration.

### La digitalisation : un concept ancien, mais toujours en suspens

Le concept de digitalisation n'est pas nouveau au Burundi. En 2011, le gouvernement avait mis en place la Politique Nationale de Développement des Technologies de l'Information et de la Communication avec une vision ambitieuse d'assurer un accès universel aux TIC pour accélérer la croissance économique et devenir une référence régionale dans ce domaine d'ici 2025.

La réunion du conseil des ministres du 10 mai 2023 a abouti à l'adoption du Plan Directeur de Digitalisation des Services Publics (PDDSP 2023-2033) qui vise à simplifier les démarches administratives, améliorer l'accessibilité des services et à accroître leur efficacité grâce à une transformation numérique intégrale.

« La digitalisation de tous les services publics est un impératif pour accélérer la croissance économique, améliorer la gouvernance électronique, promouvoir l'interconnexion des services publics digitalisés et accessibles aux citoyens afin d'atteindre les objectifs de développement durable », lit-on dans le communiqué de presse sanctionnant cette réunion.

Florence Inyabuntu



## AVIS DE RECRUTEMENT

**Enabel** recrute un **Intervention Officer en Foresterie et Gestion des Ressources Naturelles**. Les termes de référence complets ainsi que ce communiqué peuvent être consultés sur le site : [www.infinitygroup.bi](http://www.infinitygroup.bi) et [www.esoko.bi](http://www.esoko.bi) ou la page Facebook : @InfinityGroupBurundi ou au bureau d'INFINITY GROUP situé au 7, Avenue de France, Immeuble Ruhara, 2<sup>ème</sup> étage. Les dossiers de candidatures (**Lettre de motivation** adressée au Directeur Général d'INFINITY GROUP, **CV actualisé** - comprenant trois références professionnelles, copie (s) de **Diplôme (s)** certifié (s) par le Ministère de l'Education, ainsi que tout (e) autre **certificat** ou **attestation professionnel (le)**) devront être envoyés dans un seul document PDF à l'adresse [enabel.burundi@infinitygroup.bi](mailto:enabel.burundi@infinitygroup.bi) et doivent porter la mention « **Recrutement Enabel-Intervention Officer en Foresterie et Gestion des Ressources Naturelles** »

La date limite de dépôt est fixée au plus tard le **23 Avril 2025 à 23 :59 (GMT+2)**.

A Enabel les postes vacants sont ouverts à toute personne qui remplit les conditions décrites dans les offres d'emploi. Enabel s'engage en faveur de l'égalité des chances et de la diversité au sein de son personnel. Enabel ne fait pas de discrimination fondée sur le genre, l'origine, la religion, le handicap ou tout autre facteur que les compétences.

Fait à Bujumbura, le 10 Avril 2025



## AVIS DE RECRUTEMENT

**Enabel** recrute un **Field Officer Agroécologie et Gestion Durable des Terres**. Les termes de référence complets ainsi que ce communiqué peuvent être consultés sur le site : [www.infinitygroup.bi](http://www.infinitygroup.bi) et [www.esoko.bi](http://www.esoko.bi) ou la page Facebook : @InfinityGroupBurundi ou au bureau d'INFINITY GROUP situé au 7, Avenue de France, Immeuble Ruhara, 2<sup>ème</sup> étage. Les dossiers de candidatures (**Lettre de motivation** adressée au Directeur Général d'INFINITY GROUP, **CV actualisé** - comprenant trois références professionnelles, copie (s) de **Diplôme (s)** certifié (s) par le Ministère de l'Education, ainsi que tout (e) autre **certificat** ou **attestation professionnel (le)**) devront être envoyés dans un seul document PDF à l'adresse [enabel.burundi@infinitygroup.bi](mailto:enabel.burundi@infinitygroup.bi) et doivent porter la mention « **Recrutement- Enabel Field Officer Agroécologie et Gestion Durable des Terres** »

La date limite de dépôt est fixée au plus tard le **23 Avril 2025 à 23 :59 (GMT+2)**.

A Enabel les postes vacants sont ouverts à toute personne qui remplit les conditions décrites dans les offres d'emploi. Enabel s'engage en faveur de l'égalité des chances et de la diversité au sein de son personnel. Enabel ne fait pas de discrimination fondée sur le genre, l'origine, la religion, le handicap ou tout autre facteur que les compétences.

Fait à Bujumbura, le 10 Avril 2025



# PACEJ transforme l'avenir des jeunes et des femmes à travers la formation professionnelle

Le Projet d'Appui à l'Amélioration des Compétences et de l'Employabilité des Femmes et des Jeunes (PACEJ) redéfinit les perspectives professionnelles des jeunes et des femmes. Soutenu par la Banque Mondiale, le PACEJ mise sur la formation technique et pratique pour favoriser l'autonomisation économique et l'intégration sociale des jeunes et des réfugiés. Une récente visite officielle dans le Centre d'Enseignement des Métiers (CEM) de Rushubi II en Commune Isale a mis en lumière les résultats prometteurs du PACEJ, illustrés par des initiatives innovantes et des parcours inspirants qui témoignent la montée en puissance des femmes et des jeunes dans des secteurs clés du développement.



La représentante résidente de la Banque Mondiale au Burundi, Hawa Cissé Wagué, a salué les réalisations du PACEJ tout en soulignant son importance stratégique pour le Burundi et son impact déjà visible dans plusieurs localités.

Le Burundi continue à faire des pas significatifs dans le domaine de la formation professionnelle et de l'autonomisation économique des jeunes, des femmes et des réfugiés. Ainsi, le Projet d'Appui à l'Amélioration des Compétences et de l'Employabilité des Femmes et des Jeunes, connu sous l'acronyme PACEJ en constitue un des exemples les plus éloquentes.

Dans le cadre des travaux de suivi de la mise en œuvre du Projet d'Appui à l'Amélioration des Compétences et de l'Employabilité des Femmes et de Jeunes PACEJ en sigle, le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique, en collaboration avec la Mission Résidente de la Banque Mondiale au Burundi, a organisé, lundi le 14 avril 2025, une visite de travail de terrain au Centre d'Enseignement des Métiers de Rushubi II situé en commune Isale de la Province Bujumbura et chez l'artisan

Le CEM visité propose des formations diversifiées dans des secteurs considérés comme stratégiques pour le développement économique et social du Burundi, notamment l'agriculture, l'élevage et la soudure. Les membres des deux délégations ont pu observer sur place l'engagement manifeste des apprentis par leur participation active aux cours théoriques et aux ateliers pratiques. Cette immersion a permis de mesurer l'intérêt croissant des jeunes apprentis pour ces disciplines ainsi que leur implication dans des activités productives

Le CEM Rushubi II joue un rôle déterminant dans la formation des jeunes et des femmes en leur offrant des compétences pratiques dans des secteurs essentiels de l'économie burundaise.

Cette démarche s'inscrit dans la volonté de répondre aux besoins du marché du travail local et de favoriser l'insertion professionnelle rapide des bénéficiaires. La Représentante Résidente de la Banque Mondiale au Burundi, Madame Hawa Cissé Wagué, a salué les réalisations du PACEJ soulignant au passage, son importance stratégique pour le pays et son impact déjà visible dans plusieurs localités. Elle a déclaré qu'en formant les jeunes dans des domaines porteurs de croissance, le PACEJ contribue non seulement à créer des opportunités économiques mais également à renforcer les capacités communautaires puisque, bien avant la fin de leur

formation, nombreux apprentis mettent en pratique leurs nouvelles compétences au service de leur entourage. « J'ai eu l'immense plaisir de découvrir sur le terrain les réalisations du PACEJ. C'est un projet fondamental pour le Burundi, qui accompagne les jeunes et les femmes à travers des formations pratiques et adaptées aux besoins du marché », a déclaré Mme Wagué.

## Les femmes motivées plus que jamais

Au cours de cette visite, les membres de la délégation ont eu l'occasion d'échanger avec les bénéficiaires du PACEJ et d'observer les activités en cours au CEM. Parmi les rencontres marquantes, Mme Wagué a apprécié une jeune femme apprentie qui s'est particulièrement distinguée par la pertinence de son témoignage. Elle a partagé les réflexions qui l'ont motivée à rejoindre le centre, expliquant qu'elle avait, depuis son enfance, observé que les personnes dotées de compétences techniques accédaient facilement aux opportunités sociales et économiques les plus intéressantes. Forte de ce constat, la jeune femme

apprentie a décidé de s'investir dans l'apprentissage du métier d'élevage avec pour ambition de soigner les animaux et, à terme, de devenir vétérinaire. Son engagement et sa détermination illustrent l'esprit du PACEJ, qui mise sur la formation technique pour favoriser l'autonomie économique et l'intégration sociale.

Les ateliers pratiques ont permis de constater l'implication active des apprentis, répartis dans les filières agriculture, soudure et élevage. Ce qui a particulièrement retenu l'attention des visiteurs c'est la forte participation des femmes dans des filières historiquement réservées aux hommes, notamment la soudure et l'élevage. Selon la Représentante Résidente de la Banque Mondiale au Burundi, cette évolution témoigne le changement des mentalités et l'impact du PACEJ en matière de promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes. Cette présence féminine dans des métiers techniques revêt une portée symbolique importante pour le Burundi où les femmes continuent à faire face à de nombreux défis socio-économiques.



Les filles et les jeunes femmes participent dans des filières historiquement réservées aux hommes notamment la soudure.

## La visite de l'exploitant agricole Mr Etienne Niyonzima

La visite s'est poursuivie dans un second établissement spécialisé dans la promotion de l'agriculture moderne et des techniques de transformation agroalimentaire. Cette structure en pleine croissance, se démarque par sa capacité à adapter ses enseignements aux réalités socio-économiques locales et aux nouvelles opportunités offertes par le secteur agricole. Parmi les activités les plus emblématiques de cet établissement figure la transformation des bananes en produits dérivés, notamment les boissons, activité à forte valeur ajoutée qui contribue à diversifier les revenus et à moderniser les filières traditionnelles. La délégation ministérielle a salué l'initiative de cet établissement, tout en encourageant ses responsables à étendre le champ des techniques de transformation enseignées, en incluant d'autres cultures stratégiques et porteuses de croissance.

L'unité de transformation des bananes mûres dénommée Kibuye Drinking Company (KIDCO) est située également en commune d'Isale sur la colline Buyimba appartenant à Mr Etienne Niyonzima. Un véritable modèle d'intégration des jeunes formés par le PACEJ.

En effet, cet entrepreneur agricole a mis en place une chaîne de valeur complète, allant de la production à la transformation des produits agricoles. Il transforme notamment les bananes plantain et les bananes douces en boissons plus ou moins modernisées, générant ainsi une véritable valeur ajoutée économique et sociale. En collaboration avec le PACEJ, il accueille de jeunes apprentis et les accompagne dans leur insertion professionnelle. Ces derniers, motivés par cette expérience, se sont regroupés en association et envisagent de structurer leurs activités à travers l'élaboration d'un business plan susceptible de recevoir des financements.

L'entrepreneur Niyonzima souligne l'importance de regrouper les jeunes formés en coopératives ou associations afin de favoriser leur

évolution collective et faciliter l'accès aux financements. Selon lui, cette organisation permet non seulement de mutualiser les ressources et les expériences mais aussi d'assurer la transmission des savoirs à d'autres jeunes intéressés par les métiers agricoles. Il estime que de telles dynamiques collectives sont mieux à même de susciter l'intérêt des partenaires financiers, contribuant ainsi à la pérennité des initiatives.

## PACEJ promeut l'enseignement technique

Le PACEJ, soutenu par la Banque Mondiale, joue un rôle central dans la promotion de l'enseignement technique et professionnel, en particulier dans les zones rurales où l'accès aux formations qualifiantes reste limité. Cette initiative, inscrite dans la stratégie nationale de développement du capital humain, entend répondre aux défis liés à l'insertion socio-professionnelle des jeunes et des femmes en dotant les bénéficiaires de compétences adaptées aux exigences du marché du travail. « Partout où nous sommes passés, nous avons constaté que les apprentis ainsi que leurs encadreurs se sont engagés et sont actifs sur le terrain. Il est également évident que les activités soutenues par le PACEJ avancent bien et produisent déjà des résultats positifs », a indiqué Herménégilde Burikukiye, Secrétaire Permanent au Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique en charge des Services de l'Administration Scolaire et de la Gestion des Ressources.

De leur côté, les autorités éducatives et les artisans ont exprimé leur satisfaction quant à la progression des enseignements et à la qualité des formations dispensées. Les apprentis eux-mêmes ont témoigné l'impact positif du PACEJ dans leur vie au quotidien, indiquant qu'ils parviennent progressivement à valoriser les compétences acquises en apprentissage au sein de leurs communautés. Certains d'entre eux ont même déjà commencé à mettre en pratique leurs savoir-faire dans des domaines variés comme la soudure ou l'élevage, contribuant ainsi à répondre aux besoins locaux et à générer des revenus complémentaires.

Cette dynamique est perçue par les responsables du Ministère en charge de l'éducation, comme un modèle encourageant qui pourrait inspirer d'autres jeunes et renforcer leur volonté de s'engager dans des formations professionnelles.

## Les bénéficiaires s'en réjouissent

Les témoignages des bénéficiaires apportent un éclairage précieux sur les effets concrets du PACEJ dans la vie des apprentis. Goreth Nshimirimana, bénéficiaire de la formation du PACEJ, a exprimé sa satisfaction en expliquant que ce programme a véritablement transformé sa vie.

Elle a reconnu qu'au départ elle n'accordait pas toute l'importance voulue aux formations, mais que l'expérience et les résultats obtenus sur le terrain l'ont convaincue du potentiel considérable du PACEJ. Elle a relaté comment ses activités agricoles la propulsent désormais dans son voisinage et comment elle transmet ses nouvelles techniques à d'autres membres de la communauté. Cette expérience l'a conduite à recommander vivement



aux autres jeunes de s'intéresser à ces formations alternées, qu'elle considère comme des leviers décisifs pour l'autonomie et l'épanouissement personnel.

Encourageant les apprentis à persévérer dans cette voie, M. Burikukiye a rappelé que ces formations représentent une véritable opportunité pour construire un avenir professionnel stable et autonome. Il a insisté sur l'importance de poursuivre l'apprentissage au-delà du cadre scolaire, en renforçant sans cesse les connaissances et les compétences techniques, condition essentielle pour accéder à des débouchés économiques pérennes. La législation burundaise offre d'ailleurs la possibilité aux élèves diplômés des écoles techniques et professionnelles de poursuivre des études supérieures, jusqu'à l'université, ouvrant ainsi des perspectives élargies pour ceux qui souhaitent approfondir leur spécialisation. Cette disposition permet aux jeunes de combiner l'expérience pratique et le perfectionnement technique, les rendant plus compétitifs sur le marché du travail et mieux préparés aux concours professionnels et aux programmes de mobilité internationale.

Les recommandations formulées à l'endroit des apprentis ont mis l'accent sur l'importance de diffuser les connaissances acquises au-delà du cadre scolaire. Les jeunes formés ont été invités à utiliser les compétences dans leur vie quotidienne et à se mobiliser collectivement pour réaliser des projets d'envergure. Le Secrétaire Permanent Burikukiye a également suggéré la création d'associations et de coopératives afin de mutualiser les ressources et les efforts, d'organiser des productions agricoles à grande échelle pour accéder plus facilement aux financements. Il a affirmé que le gouvernement, en partenariat avec les bailleurs de fonds, s'est engagé à accompagner les jeunes dans la mise en œuvre de leurs projets en leur fournissant un appui technique et financier adapté à leurs besoins.

Malgré les résultats positifs enregistrés, les apprentis, leurs encadreurs ainsi que les artisans ont exprimé certaines préoccupations liées notamment au manque de matériel adapté, l'usure des équipements existants et d'autres difficultés logistiques. Ces doléances ont été bien enregistrées par la Représentante de la Banque Mondiale, qui a assuré sa volonté d'apporter des solutions rapides et efficaces à ces préoccupations afin de garantir la continuité et l'amélioration des activités de formation. Le dialogue permanent entre les bénéficiaires, les encadreurs et les partenaires du PACEJ et s'avère essentiel pour renforcer la qualité des formations et répondre aux besoins évolutifs du terrain.

### L'apport de la Banque Mondiale à la réussite du PACEJ

Le rôle de la Banque Mondiale dans la réussite du projet PACEJ a été rappelé à plusieurs reprises au cours de cette visite. Cette institution intervient activement dans l'élaboration et la structuration des formations ainsi que dans la fourniture des matériels didactiques indispensables au bon déroulement des enseignements. Elle est également prête à apporter son soutien aux apprentis lorsqu'ils souhaitent initier des activités génératrices de revenus à partir des compétences acquises dans le cadre du PACEJ. Grâce à cet



*Goreth Nshimirimana, au départ, elle n'accordait pas l'importance aux formations dispensées dans le cadre du PACEJ, mais l'expérience et les résultats obtenus sur le terrain l'ont convaincue du potentiel considérable de ce projet.*

accompagnement, les jeunes bénéficiaires du projet peuvent non seulement acquérir un métier, mais aussi disposer de ressources et du suivi nécessaire pour transformer ces compétences en opportunités économiques réelles.

A ce jour, le PACEJ est mis en œuvre dans trente centres d'enseignement des métiers répartis sur l'ensemble du territoire burundais. Ce déploiement progressif constitue une avancée significative dans la réforme de l'enseignement technique et professionnel au Burundi. Ces centres de formation jouent un rôle essentiel dans la lutte contre le chômage des jeunes et la pauvreté, en leur offrant des alternatives crédibles et adaptées aux réalités du pays. Les établissements visités témoignent des bénéfices concrets de cette politique, à travers l'amélioration de l'employabilité, la valorisation des savoir-faire personnels et l'ouverture vers des filières modernes et porteuses de croissance.

A noter que le PACEJ apporte plusieurs contributions

importantes pour faciliter les apprentissages en entreprise ou auprès des artisans. En effet, il prend en charge les frais de déplacement des apprentis fixés à 50 000 BIF pour les garçons et à 60 000 BIF pour les filles, les jeunes femmes, les enfants Batwa, les enfants réfugiés ainsi que ceux vivant avec un handicap.

Afin de garantir la sécurité et le confort des participants, PACEJ fournit également des équipements de protection individuelle, des tenues de travail et des chaussures adaptées. En complément, des kits d'outillage sont remis aux artisans pour leur permettre d'offrir des formations dans de bonnes conditions. Les jeunes bénéficient par ailleurs d'une assurance couvrant les risques liés à leur activité professionnelle. Pour renforcer leur accès à l'information et favoriser la communication, des téléphones portables ont également été distribués aux apprenants.

### PACEJ vise des l'employabilité femmes et des jeunes

Le PACEJ s'inscrit dans un

programme gouvernemental plus large qui vise à renforcer l'employabilité des jeunes et des femmes au Burundi. Plusieurs initiatives complémentaires, notamment le Programme d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes (PAEEJ), la Banque d'Investissement pour les Jeunes (BIJE) ou encore la Banque d'Investissement et de Développement pour les Femmes (BIDF) participent à cet effort national en faveur de l'accès à des emplois décents et de qualité. Ces dispositifs qui conjuguent l'accompagnement technique, le soutien financier et la mise en réseau des jeunes s'insèrent dans une stratégie clairement définie par le Chef de l'Etat et son gouvernement. L'ensemble de ces structures constitue une réponse cohérente aux enjeux socio-économiques du pays où le chômage des jeunes et l'accès limité des femmes au marché du travail demeurent des problématiques cruciales.

Les Centres d'Enseignement des Métiers qui jouent un rôle stratégique dans cette dynamique, nécessitent toutefois d'être



*Les apprenants sont répartis dans différentes filières dont l'agriculture.*

renforcés, tant sur le plan des infrastructures que sur le plan de la qualité des équipements et des programmes pédagogiques. Le succès du PACEJ repose également sur sa capacité à capitaliser sur les expériences en cours, à identifier les pratiques qui fonctionnent et à apporter les ajustements nécessaires pour améliorer les dispositifs existants. Une évaluation rigoureuse menée en collaboration avec le gouvernement et les partenaires techniques et financiers est d'ailleurs prévue pour déterminer les axes d'amélioration et les solutions adaptées aux défis rencontrés sur le terrain.

### Un projet bénéfique à la société

Le PACEJ s'affirme comme un projet structurant qui génère des impacts socio-économiques concrets et mesurables tout en contribuant à la transformation durable des mentalités et des pratiques professionnelles au Burundi. Il démontre qu'en investissant dans la formation technique et professionnelle, il est possible de créer des opportunités inclusives et de bâtir les bases d'une économie plus dynamique et solidaire. La réussite du PACEJ repose sur la poursuite des efforts engagés, le renforcement des partenariats et l'adaptation permanente des actions aux réalités du terrain. Si les conditions sont réunies, l'expérience du PACEJ pourrait servir de modèle pour d'autres régions du pays et inspirer des initiatives similaires à l'échelle nationale.

L'une des réussites les plus remarquables du PACEJ réside dans la capacité des jeunes formés à s'insérer rapidement dans le tissu économique local. Bien qu'encore en formation, nombreux d'entre eux fournissent déjà des services à leurs communautés. Ce qui leur permet de générer des revenus et de contribuer à l'économie locale. Les apprentis spécialisés en élevage prennent en charge la santé animale dans leurs villages respectifs contre rémunération, tandis que ceux formés en soudure exécutent divers travaux au profit des habitants. Cette aptitude à intégrer le marché du travail avant même l'obtention du diplôme constitue un indicateur probant de l'efficacité du dispositif de formation mis en place.

La visite effectuée dans la commune d'Isale a permis de confirmer les avancées remarquables enregistrées dans le cadre du PACEJ. Les résultats obtenus témoignent de l'efficacité de l'approche adoptée fondée sur la formation pratique, l'adaptation aux besoins du marché et l'implication des bénéficiaires. Cette dynamique positive ouvre des perspectives prometteuses pour l'ensemble du pays à condition que les efforts entrepris soient maintenus et consolidés. Le gouvernement burundais, en collaboration avec ses partenaires, devra veiller à poursuivre l'amélioration des infrastructures, à renforcer les contenus pédagogiques et à assurer l'accompagnement post-formation des apprenants afin de garantir un impact durable sur le développement socio-économique national.

Vous saurez que CEM Rushubi II a ouvert ses portes en 2017 et propose des formations dans plusieurs domaines, notamment l'agriculture, l'élevage, la soudure et l'électricité. Actuellement, le centre accueille 180 apprenants, dont 106 sont des filles, représentant ainsi 59 % de l'effectif total. L'encadrement de ces jeunes est assuré par une équipe de 14 artisans spécialisés dans les différentes disciplines enseignées.

# Marché des capitaux, une clé pour les grands projets

L'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux du Burundi (ARMC) a organisé, le 10 avril 2025, à l'Hôtel Source du Nil de Bujumbura, un atelier de renforcement des capacités destiné aux émetteurs potentiels du marché des capitaux. L'objectif était de démontrer qu'au-delà des méthodes traditionnelles de recherche de financements pour leurs projets, une alternative existe : le recours au marché des capitaux. L'ARMC a réaffirmé son engagement à accompagner les acteurs du marché à travers des initiatives de formation et de sensibilisation visant à favoriser une meilleure compréhension et une adhésion accrue aux mécanismes du marché des capitaux.



*Dr Arsène Mugenzi, Directeur Général de l'ARMC : « Pour maximiser les opportunités qu'offre ce marché, il est crucial que les émetteurs potentiels maîtrisent les mécanismes de l'offre publique et les exigences liées à une introduction en bourse ».*

Le marché des capitaux est un outil essentiel pour financer les investissements productifs et renforcer la compétitivité des entreprises. « Pour maximiser les opportunités qu'offre ce marché, il est crucial que les émetteurs potentiels maîtrisent les mécanismes de l'offre publique et les exigences liées à une introduction en bourse », a déclaré Dr Arsène Mugenzi, Directeur Général de l'ARMC.

Comme il l'a souligné, ce marché permet aux entreprises d'obtenir des fonds conséquents sur le long terme. Lorsqu'elles disposent de projets solides et porteurs de développement, elles sollicitent d'importants financements souvent difficiles à obtenir via les moyens traditionnels. Le marché des capitaux représente donc une solution efficace pour répondre à ces besoins.

## Un atelier riche en échanges

Les thèmes abordés lors de cet atelier étaient entre autres « La constitution et la conduite de l'offre publique des valeurs mobilières » et « Le processus d'admission à la cote sur la Bourse des valeurs mobilières ». Développant le premier thème, Aubin Nkurunziza, chargé de la recherche et du développement à l'ARMC, a montré que l'offre publique des valeurs mobilières constitue une solution permettant

aux entreprises de lever d'importants capitaux en vendant une partie de leur capital à des investisseurs publics, institutionnels ou particuliers sans les contraintes de remboursement immédiat associées aux prêts bancaires. Elle favorise le financement des projets stratégiques tels que l'expansion internationale, le lancement de nouveaux produits ou encore le développement des infrastructures.

Il a également expliqué que l'introduction en bourse renforce la notoriété, la visibilité et la crédibilité des entreprises grâce à l'attention médiatique et institutionnelle qu'elle génère. Cela augmente leur attractivité auprès des clients, partenaires et fournisseurs, tout en améliorant leur image de marque. En outre, les entreprises cotées bénéficient de la liquidité de leurs actions, permettant ainsi une valorisation des participations, une flexibilité pour de futures levées de fonds et une sortie attractive pour les actionnaires initiaux, tout en attirant de nouveaux investisseurs prêts à soutenir leur croissance.

Quant à Pierre Damien Mpawenimana qui a exposé sur la bourse du Burundi (BSE), il a expliqué que l'introduction en bourse offre des avantages stratégiques



*Cet atelier a été enrichi par une série de questions-réponses et les contributions de divers participants.*

notamment l'augmentation de la trésorerie et du capital à long terme, facilitant ainsi la croissance, le fonds de roulement, la recherche et développement, et

d'autres investissements majeurs. Les sociétés cotées jouissent d'une valorisation supérieure, d'une crédibilité accrue auprès des parties prenantes, et d'une visibilité internationale renforcée grâce à l'attention médiatique. Les actionnaires, quant à eux, bénéficient d'une meilleure liquidité et peuvent utiliser leurs participations pour garantir des financements supplémentaires.

## Difficile, mais possible

Comme l'a signalé Dr Mugenzi, le marché des capitaux au Burundi fait face à plusieurs défis. Le premier est lié à sa nouveauté, étant encore peu connu des professionnels et des divers acteurs économiques. Cette situation est aggravée par l'absence de ce sujet dans les anciens programmes éducatifs, nécessitant un effort considérable de sensibilisation et d'éducation. Cependant, des initiatives ont été déjà entreprises dans ce sens et se poursuivent afin d'accroître cette sensibilisation auprès de différents groupes.

Un autre défi signalé par cette autorité est relatif à l'élargissement de la participation au marché des capitaux. Selon lui, il est important de comprendre que des fonds collectés auprès de nombreuses personnes, même en petites quantités, peuvent

permettre de financer des projets de développement ambitieux. Certains investisseurs ont tendance à considérer leurs entreprises comme des biens strictement privés, sans ouvrir leur capital à d'autres contributeurs qui pourraient pourtant apporter des idées, des fonds supplémentaires et partager les risques.

Dr Mugenzi reste cependant optimiste, affirmant que ces défis peuvent être surmontés avec une contribution collective. « Ceci n'est pas un combat de l'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux du Burundi seulement, mais de tout le monde », a-t-il conclu.

## L'ARMC main dans la main avec les entrepreneurs

Cet atelier a été enrichi par une série de questions-réponses et les contributions de divers participants. Ces derniers ont exprimé leur gratitude envers l'ARMC pour cette initiative de

renforcement des capacités. De son côté, l'ARMC a réaffirmé son dévouement à soutenir les acteurs du marché des capitaux par le biais d'initiatives de formation et de sensibilisation, avec pour objectif de promouvoir une compréhension approfondie et une plus grande adhésion aux mécanismes du marché des capitaux.

Il convient de rappeler que l'ARMC est une institution clé au Burundi, chargée de superviser et de réguler le marché des capitaux. Son rôle principal est de garantir un fonctionnement transparent et efficace du marché, tout en protégeant les investisseurs et en favorisant le développement économique du pays. L'ARMC joue un rôle central dans la mise en place des infrastructures nécessaires pour permettre aux entreprises et aux investisseurs de participer activement au marché des capitaux. Elle veille à l'application des réglementations, accompagne les acteurs économiques dans leurs démarches, et sensibilise les entreprises et le public aux opportunités offertes par ce marché. En outre, l'ARMC travaille à renforcer la confiance des investisseurs en promouvant la transparence et en facilitant l'accès aux financements à long terme.



*L'introduction en bourse renforce la notoriété, la visibilité et la crédibilité des entreprises grâce à l'attention médiatique et institutionnelle qu'elle génère.*



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE  
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR  
DES CADEAUX CUSTOMISÉS  
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,  
**HOPE DESIGN** VOUS PROPOSE  
DES GOURDES PERSONNALISÉES

